3. Aide publique au développement

Antoine Brawand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1147>

DOI : 10.4000/aspd.1147

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 1982

Pagination : 351-368

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Antoine Brawand, « 3. Aide publique au développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 2 | 1982, mis en ligne le 27 janvier 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1147> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1147>

3. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (1)

TRAITS MARQUANTS

Pour situer l'aide publique au développement dans le contexte général des flux financiers déclarés par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, voir les tableaux 2.1. et 2.2. (section précédente).

a) Aperçu général de l'aide publique au développement (APD) (Tableaux 3.1.)

Les deux tiers environ des prestations suisses consistent en versements bilatéraux (de pays à pays) (2). Un tiers correspond aux contributions générales de la Suisse à des institutions internationales de développement et d'aide humanitaire (voir tableau 3.5.). La part des dons est élevée (97% de l'aide en 1980 et 89% en 1981).

Les principaux types de prestations de la Suisse sont la coopération technique (près de la moitié des versements nets) et l'aide financière (plus d'un cinquième). Les prestations sont essentiellement assurées par la Confédération. Les versements (volontaires) des cantons et des communes s'élèvent à un peu plus d'un pourcent de l'aide publique suisse.

b) Répartition géographique de l'aide bilatérale (Tableaux 3.2.)

Les principales destinations de l'aide suisse sont l'Afrique et l'Asie (plus d'un tiers pour chaque continent). Environ un huitième des versements sont destinés à l'Amérique latine. La répartition par continents concorde avec celle de l'aide publique bilatérale accordée par l'ensemble des pays membres du CAD.

La répartition par pays diffère en revanche fondamentalement (voir classe-

1. Un tableau (3.6.) montre les dons des institutions privées bénévoles suisses. Ces prestations correspondent à une catégorie de flux financiers distincts de l'aide publique au développement (voir tableaux 2.1., dans la section précédente). Elles sont insérées ici pour simplifier la présentation des statistiques.
2. Depuis 1979, les contributions versées aux institutions internationales de développement pour des projets spécifiques sont comptées dans l'aide bilatérale. En 1981, ce type de prestations (aide associée et cofinancement) s'est élevé à 11 % de l'aide publique suisse au développement.

ment des vingt premiers destinataires des versements suisses et de ceux du CAD). La Confédération accorde plus de place à de petits pays particulièrement défavorisés. (Au début de la section 2, nous avons cependant constaté le rôle marginal de l'aide publique suisse par rapport aux flux de capitaux privés destinés, quant à eux, aux régions offrant les meilleures perspectives de rendement.) La structure des prestations du CAD reflète pour sa part la persistance de liens coloniaux et la priorité que les grandes puissances accordent aux régions d'importance stratégique.

c) Coopération technique et aide financière bilatérale suisses :
destination géographique des prestations, institutions chargées
de la réalisation des projets (Tableaux 3.3.)

L'aide bilatérale suisse représente moins d'un pourcent des prestations correspondantes de l'ensemble des pays membres du CAD. Pour éviter une dispersion trop forte de ses versements, la Confédération soutient un nombre restreint de pays (principe de la concentration de l'aide). Actuellement, quinze pays reçoivent plus de la moitié des versements bilatéraux suisses. Hormis l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan et l'Indonésie, ces pays ont des populations relativement peu nombreuses.

La Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) assure elle-même l'exécution de la moitié environ des projets qu'elle soutient dans les domaines de la coopération technique et financière. En 1981, la DDA a réalisé directement 43% des projets et elle y a consacré le 52% du montant total des versements. Elle collabore simultanément avec un grand nombre d'institutions publiques et privées. Certains projets sont réalisés sous mandat par des œuvres d'entraide, des collectivités publiques, des institutions universitaires ou des firmes (des bureaux de consultants notamment) suisses. La DDA soutient activement des actions entreprises par les institutions bénévoles (voir aussi tableau 3.6.). Enfin, elle contribue de plus en plus à la réalisation de projets gérés par des organisations internationales et elle appuie les travaux d'instituts de recherche internationaux, en particulier dans le domaine de l'agriculture.

**d) Répartition par secteurs économiques des prestations
de coopération technique (Tableau 3.4.)**

Les principaux secteurs sont l'agriculture, l'industrie, l'éducation, la santé, l'hygiène et les services sociaux. A la lecture des chiffres, la part de l'agriculture (26% en 1980 et 35% en 1981) peut paraître faible compte tenu de la prépondérance de la population rurale dans les pays destinataires de la coopération technique suisse. Il convient de préciser ici que l'agriculture

bénéficie aussi, de façon indirecte, des prestations accordées à d'autres secteurs.

e) L'aide multilatérale de la Suisse (Tableau 3.5.)

Les prestations multilatérales consistent en contributions de caractère général aux organisations internationales. Ces versements sont souvent destinés à des programmes de développement, mais non à des pays particuliers ou à des projets spécifiquement choisis et déterminés (comme ceux qui figurent au tableau 3.3.D.).

L'aide multilatérale suisse comprend essentiellement des dons. Plus de la moitié sont versés aux organisations des Nations Unies, en particulier au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Près d'un tiers vont aux fonds régionaux de développement (Afrique, Amérique et Asie). La Suisse participe également au capital des banques asiatique et inter-américaine de développement.

f) Dons des institutions privées bénévoles suisses (Tableau 3.6.)

Les prestations des institutions privées bénévoles représentent une catégorie de flux financiers distincts de l'aide publique au développement. Les objectifs de ces organisations concordent cependant dans une large mesure avec les buts poursuivis par les pouvoirs publics.

La DDA et les institutions bénévoles collaborent dans la réalisation de nombreux projets. Les principaux modes de collaboration sont l'exécution de projets pour le compte de la Confédération et la participation de celle-ci à des actions entreprises par les institutions privées. (Voir aussi tableau 3.3.C.)

Les dons des institutions bénévoles se sont élevés à 111 millions de francs en 1981 (1). Plus de la moitié de cette somme provenait des œuvres d'entraide et un peu plus d'un tiers des œuvres missionnaires. Environ quatre cinquièmes ont été affectés à des projets de coopération technique et un cinquième à des actions d'aide humanitaire.

Les institutions privées bénévoles sont nombreuses mais les plus importantes effectuent la plus grande partie des dons. En 1981, vingt-sept organismes qui ont versé chacun au moins un million de francs ont assuré plus de 80%

1. Les chiffres concernant les dons des institutions privées bénévoles proviennent d'une enquête publiée chaque année par Swissaid. Le chiffre de 111 millions de francs diverge légèrement de la statistique officielle des flux financiers destinés aux pays en développement (106 millions représentant 0,05 % du PNB de la Suisse en 1981).

de l'ensemble des prestations privées bénévoles (1).

REMARQUES

a) **Interprétation des chiffres concernant l'aide publique au développement**

Les sources étant les mêmes, les remarques faites dans la section précédente à propos des statistiques du CAD s'appliquent généralement aussi ici. Il convient de tenir compte également des éléments suivants :

- Pour des raisons évidentes, les statistiques de l'aide publique au développement sont bien plus précises et plus détaillées que celles des flux de capitaux privés. Cependant, il faut se rappeler que l'aide publique, en tout cas celle de la Suisse, occupe une place modeste dans l'ensemble des flux financiers à destination des pays en développement (CAD : 29% en 1981; Suisse : 10%).
 - Considérée en elle-même, l'aide publique apparaît comme une prestation unilatérale des donateurs. N'oublions pas la contribution du Tiers Monde au développement des économies industrialisées! Sous cet angle, l'aide suisse paraît particulièrement chiche.
 - La différence entre les versements nets et les transferts nets est moins importante que dans le cas des mouvements de capitaux privés (voir remarques concernant l'interprétation des chiffres dans la section 2, "Flux financiers"). Le paiement d'intérêts (que le CAD ne déduit pas des versements bruts) pour des prêts accordés dans le cadre de l'aide publique sont en effet modestes. En ce qui concerne la Suisse, son aide est principalement versée sous la forme de dons.
 - Depuis 1979, le CAD inclut les dépenses administratives liées à la réalisation des programmes de développement dans la statistique de l'aide publique. Ces charges ne sont pas encore comprises dans la statistique suisse (en ce qui concerne les dépenses administratives faites en Suisse). Elles se sont élevées à environ 10,6 millions de francs en 1980 et à 12,4 millions en 1981. Ces montants ont correspondu à environ 2,7% de l'aide publique suisse au développement.
 - L'aide au développement sert dans une large mesure, même lorsqu'elle n'est pas liée, à financer l'acquisition de biens et de services dans les pays
1. Dons supérieurs à 1 millions : vingt-sept institutions et 81% des versements.
Dons supérieurs à 2 millions : quatorze institutions et 64% des versements.
Dons supérieurs à 5 millions : six institutions et 44% des versements.

industrialisés. Grand exportateur de biens et de services, mais petit donateur, la Suisse bénéficie indirectement des prestations des autres pays développés.

b) Classification géographique

Comme pour les flux financiers (section 2), la classification géographique correspond également aux définitions adoptées par le CAD. Elle diffère sensiblement de la classification que l'ONU a retenue pour ses statistiques du commerce international. Le monde en développement défini par le CAD est beaucoup plus grand. Il comprend aussi le Sud de l'Europe (Portugal, Espagne, Gibraltar, Malte, Yougoslavie, Grèce, Chypre et Turquie) et deux pays socialistes d'Asie (la Chine et le Vietnam). Il faut tenir compte de cette différence dans les comparaisons entre les statistiques du commerce (section 1), des flux financiers et de l'aide publique au développement (sections 2 et 3). Pour plus de précisions, voir appendice, point 4.2.

c) Taux de change

Francs suisses pour 1 dollar :

1970 : 4,32

1980 : 1,6748

1981 : 1,9637.

3.1. APERÇU GENERAL DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

A. TYPES DE CONTRIBUTIONS (1970, 1980 et 1981)

1. Versements nets déclarés par la Suisse

Types de contributions	1970	1980	1981 p	1970	1980	1981 p
	En millions de francs			En % du total		
AIDE BILATERALE	79,7	267,2	292,0	61,1	64,8	64,5
<i>Dons</i>	71,0	265,4	256,1	54,4	64,3	56,6
<i>Prêts</i>	8,7	1,8	35,9	6,7	0,5	7,9
AIDE MULTILATERALE	50,8	145,3	160,6	38,9	35,2	35,5
<i>Dons</i>	31,3	135,4	146,6	24,0	32,8	32,4
<i>Souscriptions, prêts</i>	19,5	9,9	14,0	14,9	2,4	3,1
Total	130,5	412,5	452,6	100,0	100,0	100,0

Notes :

- L'aide **bilatérale** comprend les contributions que la Confédération accorde aux pays bénéficiaires, directement ou par l'intermédiaire des œuvres suisses d'entraide, d'entreprises privées (surtout pour des projets à caractère très technique) et, lorsque les versements sont affectés à des projets spécifiques, d'organisations internationales. Avant 1979, ce dernier type de contribution était encore compris dans l'aide multilatérale.
- L'aide **multilatérale** consiste en contributions de caractère général aux organisations internationales. Ces versements sont destinés à des programmes de développement, mais non à des pays particuliers ou à des projets spécifiquement choisis et déterminés. Les **souscriptions** sont des participations au capital des banques régionales de développement.
- Pour l'affectation et la répartition des prestations, voir les tableaux suivants.

Source : DDA, *Bulletin de statistiques*, 1970 (tableau 1.1.1.) et 1980 (tableau 1.2.). Les chiffres de 1981 sont provisoires.

3.1. APERÇU GENERAL DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (suite)

A. TYPES DE CONTRIBUTIONS (1970, 1980 et 1981)

2. Versements nets déclarés par l'ensemble des pays membres du CAD

Types de contributions	1970	1980	1981 p	1970	1980	1981 p
	En millions de dollars			En % du total		
AIDE BILATERALE	5.672	18.100	18.284	81,7	66,4	71,3
<i>Dons</i>	3.320	14.115	13.186	47,8	51,8	51,4
<i>Prêts</i>	2.352	3.985	5.098	33,9	14,6	19,9
AIDE MULTILATERALE	1.274	9.156	7.344	18,3	33,6	28,7
<i>Dons</i>	626	4.159	4.022	9,0	15,3	15,7
<i>Souscriptions, prêts</i>	648	4.997	3.321	9,3	18,3	13,0
Total	6.946	27.256	25.628	100,0	100,0	100,0

Note :

La définition des rubriques est en règle générale la même que celle du tableau précédent (classification établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE).

Source :

OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1981, Annexe statistique, tableau A.10. Mis à jour en septembre 1982.

3.1. APERÇU GENERAL DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (suite)

B. PRINCIPALES CATEGORIES DE L'AIDE PUBLIQUE SUISSE (1980 et 1981)

Catégories	1980				1981			
	Bilat.*		Multilat.*		Bilat.*		Multilat.*	
	Mio FS	%	Mio FS	%	Mio FS	%	Mio FS	%
1. Coopération technique (1) <i>dont cantons + communes (2)</i>	138,5 4,1	35,3 0,0	173,8 4,1	42,1 1,0	161,3 5,2	37,2 0,0	198,5 5,2	43,9 1,1
2. Aide financière	73,4	49,3	122,7	29,7	40,2	54,0	94,2	20,8
3. Mesures économiques (3)	10,6	7,1	17,7	4,3	49,0	16,2	65,2	14,4
4. Aide alimentaire	26,4	21,0	47,4	11,5	22,7	22,1	44,8	9,9
5. Aide humanitaire	18,3	29,5	47,8	11,6	18,8	27,3	46,1	10,2
<i>dont cantons + communes (2)</i>	2,2	0,0	2,2	0,5	0,9	0,0	0,9	0,2
6. Non classé (4)	0,0	3,1	3,1	0,8	0,0	3,8	3,8	0,8
Total	267,2	145,3	412,5	100,0	292,0	160,6	452,6	100,0

* Bilat. : Prestations bilatérales.
Multilat. : Prestations multilatérales.

1. Les montants concernant la coopération technique bilatérale comprennent des versements pour l'aide associée (26,6 millions de francs en 1980 et 34,0 millions en 1981) et pour les bourses universitaires (2,5 millions en 1980 et 2,6 millions en 1981). Les cofinancements sont compris dans l'aide financière bilatérale (19,3 millions en 1980 et 8,6 millions en 1981) et les mesures économiques bilatérales (8,0 millions en 1980 et 7,0 millions en 1981).

2. Toutes les autres prestations proviennent de la Confédération.

3. En 1981, le montant des mesures économiques bilatérales comprend un crédit de 25 millions de francs accordé à la Turquie dans le cadre d'un programme d'assainissement approuvé par l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale.

4. Part des contributions au budget régulier des Agences des Nations Unies considérée comme aide publique au développement.

Sources :

- DDA, *Bulletin de statistiques*, 1980, tableau 3.1.
- DDA, Rapport annuel détaillé *La DDA en 1981*, Annexe III : "Tableau synoptique de l'aide publique au développement (APD) de la Suisse en 1981".

3.2. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT BILATERALE

A. REPARTITION PAR REGIONS DE DESTINATION (1980)

Comparaison entre les versements nets de la suisse
et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

Régions (1)	Versements suisses		Versements CAD	
	Mio FS	%	Mio FS	%
EUROPE	0,6	0,2	1.497	5,1
AFRIQUE	102,3	38,3	11.413	38,6
<i>Nord du Sahara</i>	3,7	1,4	2.785	9,4
<i>Sud du Sahara</i>	81,9	30,7	8.391	28,4
<i>Non spécifié (2)</i>	16,7	6,2	237	0,8
AMERIQUE	36,3	13,6	3.531	11,9
<i>Centre (avec Caraïbes)</i>	12,3	4,6	2.322	7,9
<i>Sud</i>	17,3	6,5	1.105	3,7
<i>Non spécifié (2)</i>	6,7	2,5	104	0,3
ASIE	97,6	36,6	9.323	31,6
<i>Moyen-Orient</i>	7,1	2,6	2.040	6,9
<i>Asie du Sud</i>	66,0	24,7	4.099	13,9
<i>Extrême-Orient</i>	18,6	7,0	3.082	10,4
<i>Non spécifié (2)</i>	6,0	2,3	102	0,3
OCEANIE	0,1	0,0	1.588	5,4
NON SPECIFIE (2)	30,2	11,3	2.192	7,4
TOTAL	267,2	100,0	29.545	100,0

1. Pour les explications concernant la classification, voir point 4.2. "Composition des groupes de pays".
2. Ces prestations ne sont pas spécifiées géographiquement car elles concernent plusieurs pays ou régions simultanément. Dans la statistique suisse, les bourses universitaires et les prestations cantonales ou communales ne sont pas ventilées géographiquement.

Sources :

- DDA, *Bulletin de statistiques*, 1980, tableau 3.3.
- OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1981, Annexe statistique, tableau D.1.

3.2. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT BILATERALE (suite)

B. LES VINGT PREMIERS PAYS DESTINATAIRES (1980)

Comparaison entre les versements nets de la Suisse
et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

VERSEMENTS DE LA SUISSE				VERSEMENTS DES PAYS MEMBRES DU COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT			
Pays	Mio FS	%	Σ %	Pays	Mio FS	%	Σ %
1. Inde	27,8	10,4	10,4	1. Egypte	1.988	6,7	6,7
2. Tanzanie	23,5	8,8	19,2	2. Israël	1.494	5,1	11,8
3. Bangladesh	18,8	7,0	26,2	3. Bangladesh	1.424	4,8	16,6
4. Népal	13,5	5,1	31,3	4. Indonésie	1.414	4,8	21,4
5. Rwanda	8,7	3,2	34,5	5. Turquie	1.195	4,0	25,4
6. Mali	6,9	2,6	37,1	6. Inde	1.061	3,6	29,0
7. Kampuchea	6,5	2,4	39,5	7. Martinique	944	3,2	32,2
8. Honduras	6,2	2,3	41,8	8. Tanzanie	876	3,0	35,2
9. Indonésie	6,0	2,2	44,0	9. Réunion	815	2,8	38,0
10. Bolivie	5,6	2,1	46,1	10. Pakistan	568	1,9	39,9
11. Thaïlande	5,2	1,9	48,0	11. Zaïre	531	1,8	41,7
12. Pérou	4,9	1,8	49,8	12. Thaïlande	511	1,7	43,4
13. Madagascar	4,3	1,6	51,4	13. Sri Lanka	496	1,7	45,1
14. Sénégal	4,3	1,6	53,0	14. Papouasie-N. Guinée	480	1,6	46,7
15. Mozambique	3,7	1,4	54,4	15. Kenya	463	1,6	48,3
16. Yémen	3,6	1,4	55,8	16. Soudan	455	1,5	49,8
17. Haute-Volta	3,3	1,2	57,0	17. Zambie	391	1,3	51,1
18. Cameroun	2,8	1,1	58,1	18. Birmanie	387	1,3	52,4
19. Paraguay	2,8	1,0	59,1	19. Philippines	344	1,2	53,6
20. Kenya	2,7	1,0	60,1	20. N. Calédonie	331	1,1	54,7
Autres pays	44,8	16,8	76,9	Autres pays	10.386	35,2	89,9
Non spécifié (1)	61,3	23,00	100,0	Non spécifié (1)	2.991	10,1	100,0
Total	267,2	100,0	100,0	Total	29.545	100,0	100,0

1. Ces prestations ne sont pas spécifiées géographiquement car elles concernent plusieurs pays simultanément. Dans la statistique suisse, les bourses universitaires et les prestations cantonales ou communales ne sont pas ventilées géographiquement.

Sources :

- DDA, *Bulletin de statistiques*, 1980, tableau 3.3.
- OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1981, Annexe statistique, tableau D.1.

3.3. COOPERATION TECHNIQUE ET AIDE FINANCIERE BILATERALES SUISES

A. REPARTITION PAR REGIONS ET PAR PAYS DE CONCENTRATION DES PRESTATIONS (1980 et 1981)

Versements nets de la DDA (1)

Région Pays de concentration	1979		1980 p	
	Mio FS	%	Mio FS	%
EUROPE	1,1	0,5	1,8	0,9
AFRIQUE	82,3	39,9	90,4	45,2
<i>Rwanda</i>	8,4		15,0	
<i>Tanzanie</i>	22,5		10,0	
<i>Mali</i>	6,7		7,4	
<i>Madagascar</i>	4,0		5,7	
<i>Kenya</i>	2,5		3,9	
<i>Haute-Volta</i>	2,7		3,7	
<i>Niger</i>	2,3		3,7	
<i>Cameroun</i>	1,8		2,8	
<i>Zone du Sahel</i>	5,3		4,3	
<i>Autres pays (2)</i>	26,1		33,9	
AMERIQUE LATINE	31,6	15,3	28,2	14,1
<i>Pérou</i>	4,6		5,1	
<i>Honduras</i>	6,2		4,9	
<i>Autres pays (2)</i>	20,8		18,2	
ASIE ET OCEANIE	73,3	35,5	57,8	28,9
<i>Népal</i>	12,8		19,0	
<i>Bangladesh</i>	10,1		11,8	
<i>Inde</i>	24,3		7,6	
<i>Indonésie</i>	5,7		5,4	
<i>Pakistan</i>	0,7		2,5	
<i>Autres pays (2)</i>	19,7		11,5	
NON CLASSE (3)	18,1	8,8	21,8	10,9
TOTAL	206,4	100,0	200,0	100,0

1. Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Les prêts d'aide financière ne sont pas compris.
2. Une partie importante de ces versements concerne des projets régionaux.
3. Comprend des versements à des institutions suisses pour des programmes de formation et de coopération au développement, des bourses d'études, etc.

Source :

— DDA, *Bulletin de statistiques*, 1980, tableau 4.1. et *Rapport annuel 1981*, p. 8.

3.3. COOPERATION TECHNIQUE ET AIDE FINANCIERE BILATERALES SUISES (suite)

B. REPARTITION SELON LES MODALITES D'EXECUTION DES PROJETS (1981)

Nombre d'actions en cours et versements nets de la DDA

Modalités d'exécution	Coopération technique		Aide financière		Total		
	Nombre	Mio francs	Nombre	Mio francs	Nombre	Mio francs	%
Actions réalisées directement par la DDA	170	65,4	18	37,9	188	103,3	51,6
Actions réalisées en régie par des institutions suisses	61	24,4			61	24,4	12,2
Contributions à des institutions suisses pour des projets spécifiques	102	29,7			120	29,7	14,9
Contributions à des organisations internationales pour des projets spécifiques	73	34,0	11	8,6	84	42,6	21,3
TOTAL	406	153,5	29	46,5	435	200,0	100,0

Notes :

La collaboration entre la DDA et les **institutions suisses** revêt généralement l'une des deux formes suivantes :

- **Exécution de projets en régie** : la DDA fixe, d'entente avec ses partenaires dans les pays en développement, les buts des projets et les moyens à mettre en œuvre. Le rôle des régisseurs est défini dans les contrats de régie : il peut se limiter à des aspects techniques des projets ou s'étendre à l'engagement de personnel et à l'achat de matériel. La DDA conserve la responsabilité principale de l'action. Le régisseur est une institution bénévole (voir tableau suivant), une collectivité publique, une institution universitaire ou une entreprise privée (firme de consultants par exemple).
- **Contributions financières pour des projets spécifiques** : il s'agit surtout d'actions entreprises par les institutions bénévoles. La DDA décide de soutenir des projets dont elle a approuvé les objectifs; elle contrôle l'exécution et les comptes. La DDA appuie aussi des activités de formation professionnelle poursuivies par des collectivités publiques et des institutions universitaires.

Les modalités de la collaboration entre la DDA et les **organisations internationales** pour des projets spécifiques sont indiquées sous le tableau 3.3.D.

Sources :

DDA, *Rapport annuel 1981*, p. 12 et *La DDA en 1981* (Rapport annuel détaillé), pp. 29-40. Voir également *Bulletin de statistiques*, tableau 4.3.

3.3. COOPERATION TECHNIQUE ET AIDE FINANCIERE BILATERALES SUISES (suite)

C. CONTRIBUTIONS AUX ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE D'INSTITUTIONS PRIVEES BENEVOLES SUISES (1981)

Versements nets de la DDA

Institutions	Actions des institutions Mio de francs	Actions en régie Mio de francs	Total Mio de francs
Helvetas	5,9	8,5	14,4
Organisation Reconstruction Travail (ORT)		3,4	3,4
Swissaid	3,4		3,4
Swisscontact	1,2	1,3	2,5
Entraide protestante de Suisse (EPER)	1,8	0,1	1,9
Institut panafricain pour le développement (IPD)	1,6		1,6
Coop Suisse (Fondation)		1,5	1,5
Enfants du monde	0,2	1,3	1,5
Caritas	1,2		1,2
Fondation Franz Xaver	1,2		1,2
Mission de Bethlehem	0,8		0,8
Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)	0,6		0,6
Association suisse des amis d'Haïti (ASAH)	0,5		0,5
Fédération genevoise de coopération avec le tiers monde (FGCTM)	0,4		0,4
Centre de coordination, de documentation et d'information pour la formation professionnelle dans les pays en voie de développement (KODIS)	0,3		0,3
Institut d'action culturelle (IDAC)	0,3		0,3
Terre des Hommes (Bâle)	0,3		0,3
Schwestern vom Heiligen Kreuz	0,3		0,3
Action de carême des catholiques suisses	0,3		0,3
Autres institutions	5,9	2,1	8,0
TOTAL	26,2	18,2	44,4

Note :

Concernant la distinction faite entre les contributions financières pour des actions spécifiques des institutions et l'exécution de projets en régie, voir notes du tableau précédent.

Source :

DDA, Rapport annuel détaillé *La DDA en 1981*, pp. 36-38.

3.3. COOPERATION TECHNIQUE ET AIDE FINANCIERE BILATERALES SUISSES (fin)

D. CONTRIBUTIONS A DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (POUR DES PROJETS SPECIFIQUES) ET A DES INSTITUTS DE RECHERCHE (1981)

Versements nets de la DDA

Institutions	Aide associée Mio FS	Cofinancement Mio FS	Total Mio FS
Organisations des Nations Unies (N.U.)	18,0		18,0
Organisation des N.U. pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	6,6		6,6
Bureau international du travail (BIT)	3,3		3,3
Fonds des N.U. pour l'enfance (UNICEF)	4,0		4,0
Conférence des N.U. sur le commerce et le développement (CNUCED)	0,8		0,8
Autres organisations (UNESCO, OMM, ONUDI, OMS, etc.)	3,3		3,3
Institutions financières de développement		8,6	8,6
Association internationale de développement (IDA)		5,0	5,0
Banque asiatique de développement (ADB)		3,1	3,1
Banque africaine de développement (BAD)		0,5	0,5
Autres organisations internationales	1,1		1,1
Instituts de recherche internationaux	14,9		14,9
Centres de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	12,6		12,6
Autres instituts de recherche	2,3		2,3
TOTAL	34,0	8,6	42,6

Notes :

Depuis 1979, les contributions accordées à des institutions internationales pour la réalisation de projets spécifiquement désignés par la Suisse sont comptées au nombre des prestations bilatérales. (Les notifications au CAD se font sur cette base.)

On entend par **aide associée** le financement d'un projet administré par une organisation internationale, mais choisi et suivi par le bailleur de fonds. Par **cofinancement**, on entend l'intervention simultanée de plusieurs fournisseurs d'aide (bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs au pays bénéficiaire, dans le financement d'un projet.

L'appui de la DDA aux travaux d'instituts de recherche internationaux comprend des contributions ordinaires et le soutien de projets ou de programmes particuliers. Il s'agit principalement de recherches agricoles.

Sources :

DDA, Rapport annuel détaillé *La DDA en 1981*, pp. 40-45. Voir également *Bulletin de statistique*, tableau 4.2.

3.4. COOPERATION TECHNIQUE BILATERALE SUISSE (1980 et 1981)
Répartition par secteurs économiques (Versements nets)

Secteurs économiques	1980		1981	
	Mio FS	%	Mio FS	%
AGRICULTURE	33,8	25,6	53,4	34,8
<i>Production agricole</i>	9,1			
<i>Sylviculture, arboriculture</i>	8,0			
<i>Irrigation, services agricoles</i>	4,8			
<i>Elevage</i>	7,3			
<i>Autres</i>	4,6			
INDUSTRIE	14,4	10,9	13,0	8,4
<i>Industries liées à l'agriculture</i>	7,0		7,2	
<i>Autres industries manufacturières</i>	7,4		5,8	
COMMUNICATIONS, TRANSPORTS, CONSTRUCTION	5,1	3,8	6,8	4,4
COMMERCE, BANQUES, TOURISME	5,5	4,1	9,1	6,0
ADMINISTRATION PUBLIQUE	0,1	0,1	0,4	0,2
EDUCATION	20,0	15,2	22,1	14,4
<i>Enseignement universitaires</i>	8,7			
<i>Enseignement technique supérieur</i>	6,6			
<i>Alphabétisation et autres formations</i>	4,7			
SANTE, HYGIENE, SERVICES SOCIAUX	13,3	10,1	12,8	8,4
MULTISECTEURS (1)	16,5	12,5	11,0	7,2
NON CLASSE	23,1	17,5	24,9	16,2
TOTAL	131,8	100,0	153,5	100,0

1. Projets régionaux, ressources naturelles et humaines, développement communautaire, planification.

Source : DDA, *Bulletin de statistiques*, 1980, tableau 4.4.
 Mis à jour en septembre 1982.

3.5. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT MULTILATERALE (1980 et 1981)

Dons et prêts aux organisations internationales (versements nets)

	1980	1981
1. DONS	135,3	146,6
Organisations des Nations Unies (N.U.)	77,5	80,6
Programme des N.U. pour le développement (PNUD)	37,3	38,8
Programme alimentaire mondial (PAM)	11,7	13,0
Office des N.U. pour les réfugiés de Palestine (UNRWA)	7,7	8,7
Fonds des N.U. pour l'enfance (UNICEF)	8,0	8,3
Haut Commissariat des N.U. pour le réfugiés (HCR)	3,9	2,7
Fonds des N.U. pour les activités en matière de population (FNUAP)	3,0	3,0
Autres organisations	5,9	6,1
Fonds régionaux	39,9	44,2
Fonds africain de développement (FAD)	24,0	26,9
Fonds asiatique de développement (ADF)	9,0	10,0
Fonds opérations spéciales de la Banque interaméricaine de développement (BID)	6,9	7,3
Autres organismes multilatéraux	17,9	21,8
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	17,9	15,9
Fonds international pour le développement agricole (FIDA)	-	-
Fonds monétaire international (FMI) cpte bonific.	-	5,2
Autres organismes	-	0,7
2. PRETS	10,0	14,0
Souscriptions au capital des banques régionales de développement	2,9	3,0
Banque asiatique de développement (ADB)	2,0	2,3
Banque interaméricaine de développement (BID)	0,9	0,7
Prêt concessionnel à l'Association européenne de libre échange (AELE) en faveur du Portugal	7,1	11,0
TOTAL	145,3	160,6

Source : DDA, Rapport annuel détaillé *La DDA en 1981*, p. 13.

3.6. DONS DES INSTITUTIONS PRIVEES BENEVOLES SUISSES (1981)

Versements destinés à des actions de coopération technique et d'aide humanitaire

Institutions (1)		Coopération technique			Aide humanitaire			Total des dons privés
		Dons privés	Contrib. fédérales	Total	Dons privés	Contrib. fédérales	Total	
		En millions de francs						
Caritas	E	5,0	0,9	5,9	8,0	2,7	10,7	13,0
Entraide protestante de Suisse (EPER)								
Hilfswerk der Evang. Kirchen des Schweiz (HEKS)	E	6,6	0,9	7,4	3,9	0,1	4,1	10,5
Action de Carême des catholiques suisses								
Fastenopfer der Schweizer Katholiken	E	7,2	0,3	7,5				7,2
Institut Ingenbohl	M	6,5	0,3	6,7	0,4		0,4	6,8
Missionsgesellschaft Bethlehem	M	5,7		5,7		0,2	0,2	5,7
Croix-Rouge Suisse (CRS)								
Schweizerisches Rotes Kreuz (SRK)	E	3,4	1,9	5,2	1,9	4,7	6,6	5,3
Emmaüs	E	4,4		4,4				4,4
Caritas Kinderhilfe Bethlehem	E	3,4		3,4	0,1	0,3	0,4	3,5
Basler Mission	M	2,8	0,3	3,1	0,1		0,1	2,9
Helvetas	E	2,8	15,0	17,8				2,8
Kinderhof Pestalozzi	E	2,8	0,2	3,0				2,8
Département missionnaire des Eglises protestantes de Suisse romande	M	2,0		2,0	0,3		0,3	2,3
Institut Menzingen	M	1,6		1,6	0,5		0,5	2,1
Benedikter Missionare	M	1,9		1,9	0,2		0,2	2,1
Terre des hommes (Bâle)	E	1,5	0,3	1,8	0,4		0,4	1,9
Swisscontact	E	1,9	3,4	5,3				1,9
Missions- Verkehrsaktion (MIVA)	M	1,9		1,9				1,9
Swissaid	E	1,8	2,8	4,7				1,8
Armée du Salut								
Die Heilsarmee	M	0,8	0,5	1,3	0,7	0,4	1,2	1,5
Brücke der Bruderhilfe	E	1,4		1,4				1,4
Franziskaner Missionsschwestern	M	1,3		1,3	0,1		0,1	1,4
Société suisse de Réassurance Schweiz. Rückversicherung- Gesellschaft	A	1,2		1,2				1,2
Organisation Reconstruction Travail (ORT)	E	1,2	3,2	4,4				1,2
Enfants du Monde	E	1,0	0,2	1,2	0,1	0,1	0,2	1,1
Institut Baldegg	M	0,8		0,8	0,3		0,3	1,1
Medico International	E	0,1		0,1	1,0		1,0	1,1
Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)								
Schweiz. Arbeiter- Hilfswerk (SAH)	E	0,5	0,5	1,0	0,5	0,1	0,6	1,0
Autres institutions		19,4	5,0	24,4	1,8	1,2	3,0	21,2
TOTAL		90,9	35,5	126,4	20,3	9,8	30,1	111,2
dont :								
Œuvres d'entraide	E	49,6	30,5	80,1	16,2	9,0	25,2	65,8
Œuvres missionnaires	M	36,1	2,1	38,2	3,8	0,9	4,7	39,9
Autres organismes	A	5,2	2,9	8,1	0,2	0,0	0,2	5,4

Voir notes page suivante.

1. A côté des institutions, figure l'indication de leur fonction, telle qu'elle apparaît dans nos sources : œuvre d'entraide (E), œuvre missionnaire (M) ou autre organisme (A).

Notes :

Les dons des institutions privées bénévoles, qui représentaient 0,05 % du produit national de la Suisse en 1981, ne sont pas compris dans le montant de l'aide publique au développement. Les objectifs des œuvres privées concordent cependant dans une large mesure avec les buts poursuivis par les pouvoirs publics. La participation fédérale au financement des institutions bénévoles sert à soutenir leurs propres actions et à couvrir les dépenses de projets qu'elles exécutent sous mandat (voir tableau 3.3.C.).

Les versements indiqués ci-dessus correspondent aux déclarations faites par les institutions. La statistique comprend les versements effectifs pour l'année 1981 destinés à des actions de coopération technique et d'aide humanitaire, à l'exclusion des dépenses liées aux activités missionnaires au sens strict (formation des prêtres, construction d'églises, etc.).

Les institutions mentionnées dans le tableau ont effectué des dons (financés par leurs propres recettes, à l'exclusion des contributions fédérales) s'élevant au moins à un million de francs. Les institutions sont classées selon l'importance de ces prestations.

Source :

Swissaid, *Schweizerische Hilfe für Entwicklungsländer / Aide suisse aux pays en développement 1981*, tableau III.2, pp. 51-74.